



Contrat pour prestations d'appui au maître d'ouvrage

Version OFROU / Janvier 2021

Désignation du projet:

EP 4 gestion environnement

Désignation abrégée du projet:

99EP4ENVIR

Numéro du projet:

170022

Désignation du contrat:

-

Chef de projet du maître d'ouvrage:

EP 4 gestion environnement

Procédure d'attribution:

Procédure ouverte

Classification selon LMP/OMP:

marché de services

Numéro du contrat:

170022.Provisoire_00007684

Date du contrat:

Objet du contrat:

Identification, étude et suivi des dangers et événements
naturels

Rémunération nette, TVA non comprise

CHF 80'000.00

conclu entre

agissant par

La Confédération suisse

L'Office fédéral des routes OFROU

Division Infrastructure routière Ouest

Filiale d'Estavayer-le-Lac

Place de la Gare 7, 1470 Estavayer-le-Lac

appelé ci-après

le mandant

et

l'entreprise

siège à

N° de TVA/IDE

appelé ci-après

le mandataire

1 Objet du contrat

1.1 Définition du projet

Les routes nationales suisses sont concernées par la problématique des dangers naturels. Parmi ces dangers, ceux à caractère gravitationnel constituent, à différents degrés, une menace pour certains tronçons du réseau. Ils regroupent les avalanches, les chutes de blocs, les éboulements, les laves torrentielles et crues et les glissements de terrains.

1.2 Etendue des prestations du mandataire au sein du projet

Les prestations demandées comprennent l'identification de phénomènes, le concept et la surveillance de ceux-ci, l'évaluation des dangers, la proposition, le projet et le suivi de mise en œuvre de mesures de protection ou d'assainissement. Elles comprennent également la surveillance d'ouvrages de protection. De plus, une hotline devra être mise sur pied. L'archivage des documents, le stockage des données principales dans la base de données hydrogéofont également partie du présent contrat.

2 Eléments du contrat et leur ordre de priorité en cas de contradiction

2.1 Liste des éléments du contrat

2.1.1 Le présent document

2.1.2 Le cahier des charges du 12.02.2021

2.1.3 Les conditions générales des contrats de mandataires de la KBOB (édition 2020)

2.1.4 L'offre du mandataire du

2.2 Ordre de priorité en cas de contradictions

Si les éléments du contrat susmentionnés se contredisent, leur ordre de priorité est déterminé par l'ordre dans lequel ils sont énumérés. Si des documents faisant partie d'un même élément du contrat se contredisent, le document le plus récent prime.

Les conditions générales du mandataire, de ses sous-traitants et de ses fournisseurs ne sont applicables que si elles sont mentionnées au chiffre 10 («Accords spéciaux»).

3 Description de la prestation

Le mandataire assiste le mandant dans le projet décrit et selon ses instructions. Il assume notamment les tâches suivantes:

Selon le cahier des charges

4 Rémunération

4.1 Rémunération

4.1.1 Une rémunération à tarifs horaires est convenue pour les prestations suivantes:

Selon l'offre détaillée du mandataire duet les tarifs horaires ci-après, TVA non incluse:

Cat. I	CHF	
Cat. II	CHF	
	CHF	
Rémunération brute offerte à tarifs horaires,		
frais accessoires inclus	CHF	0.00
Adaptation et maintenance de la Plateforme DN (montant réservé)	CHF	
	CHF	0.00
	CHF	0.00
./. Rabais	0,00 %	CHF 0.00
Total intermédiaire	CHF	60'000.00
Frais accessoires additionels selon ch. 4.2 (2e alinéa)	CHF	20'000.00
Rémunération nette convenue	CHF	80'000.00
TVA au taux de 7.7 %	CHF	6'160.00
Rémunération totale, TVA incluse	CHF	86'160.00

Ce montant constitue un plafond au sens de l'art. 9.2 des conditions générales des contrats de mandataires de la KBOB.

La répartition de la rémunération par objet inventorié, compte financier et charge par nature est effectuée conformément à la page de garde facture ci-jointe.

4.1.2 La rémunération est versée selon les modalités suivantes:

Le mandataire a droit à des acomptes mensuels équivalents aux prestations fournies. Les articles 9.1 et 9.5 des conditions générales contractuelles de la KBOB pour les prestations de mandataire sont exclus.

4.2 Frais accessoires

Sont compris dans la rémunération convenue ci-dessus les frais accessoires du mandataire tels que photocopies, téléphone, fax, frais de port, équipement informatique, assurances, frais et temps de déplacement, frais de logement et de repas extérieurs.

Le mandataire est rémunéré sur la base des dépenses justifiées pour les frais de reproduction des documents d'appel d'offres, les copies de plan et les autres documents tels que brochures, rapports, etc., qui sont nécessaires pour la planification, la construction et la documentation de l'ouvrage et qui ont été commandés par le maître de l'ouvrage.

4.3 Variations de prix (renchérissement)

Les adaptations de prix dues au renchérissement sont calculées selon la version actuelle au moment de la conclusion du contrat de la norme SIA 126 «Variations de prix : Procédure selon la méthode paramétrique des prestations de mandataire».

4.4 Rémunération des prestations non définies

4.4.1 Genre des prestations non définies:

Toutes les prestations sont considérées comme définitives. Si, au cours de la réalisation il s'avère nécessaire de préciser certaines prestations, la définition de ces dernières incombe au mandant.

4.4.2 Réglementation de la rémunération:

La rémunération des éventuelles prestations définies après conclusion du contrat est convenue d'un commun accord avant le début des travaux. Elle est calculée comme décrit au ch. 4.1. En l'absence d'une confirmation écrite du mandant, le droit à la rémunération s'éteint.

5 Modalités financières

5.1 Facturation et paiement

Les factures seront remises à l'adresse suivante en un seul exemplaire, accompagnées de la page de garde facture dûment remplie:

L'Office fédéral des routes OFROU
Division Infrastructure routière Ouest
Filiale d'Estavayer-le-Lac
Place de la Gare 7, 1470 Estavayer-le-Lac

Les factures seront établies de façon détaillée et vérifiable sur la base des prestations dues et fournies d'après le présent contrat. Pour chaque collaborateur, le mandataire précisera les prestations facturées et le temps consacré à ces dernières. La taxe sur la valeur ajoutée et les frais accessoires seront indiqués séparément. Les factures qui ne satisfont pas à ces exigences seront renvoyées au mandataire pour correction et, le cas échéant, pour complètemnt de la documentation. L'inspection des finances de l'OFROU aura à tout moment un droit de regard dans les documents pertinents afin de vérifier la véracité des données.

5.2 Délais de paiement

Les factures envoyées en bonne et due forme courent dès réception à l'adresse indiquée. Le mandant paie les montants dus dans les 30 jours à compter de la réception de la facture.

6 Délais et termes

Délai / date	Activité
01.11.2021	Début des prestations
31.12.2026	Fin des prestations

7 Interlocuteurs

Pour tout ce qui se rapporte au présent contrat, notamment les modifications de ce dernier, la transmission et la notification d'informations, les demandes, etc., les interlocuteurs sont les suivants:

Du côté du mandant

Nom	Gestion du patrimoine
Entreprise	Office fédéral des routes
Adresse	Place de la Gare 7 1470 Estavayer-le-Lac
Téléphone	058 461 87 11
Courriel	marchespublics.estavayer@astra.admin.ch

Du côté du mandataire

Nom
Entreprise
Adresse
Téléphone
Courriel

Si un interlocuteur ou les coordonnées d'un interlocuteur changent, l'autre partie en est immédiatement avertie par écrit.

8 Assurances

Le mandataire, resp. la communauté de mandataires (société simple au sens des art. 530 ss CO), déclare avoir conclu l'assurance responsabilité civile professionnelle ci-après pour la durée du mandat. Il garantit qu'il maintiendra cette assurance pendant toute la durée du mandat et qu'il présentera sur demande du mandant des certificats d'assurance valables:

Forfait pour les dommages corporels, les dommages matériels et les dommages consécutifs	CHF	10'000'000.00
--	-----	---------------

Compagnie d'assurance

N° de police

Franchise par événement (max. 20% de la somme assurée)	CHF
---	-----

9 Dispositions relatives à la protection des travailleurs, conditions de travail, égalité de traitement et intégrité

Pour les prestations fournies en Suisse, le mandataire s'engage à observer les dispositions relatives à la protection des travailleurs et les conditions de travail en vigueur au lieu où la prestation est fournie.

Il déclare avoir payé les cotisations sociales et les primes d'assurance, ainsi que les autres contributions selon les contrats-cadres de travail, s'ils existent, de même que la taxe sur la valeur ajoutée.

De plus, il s'engage à respecter l'égalité salariale entre femmes et hommes pour les prestations fournies en Suisse.

Si le mandataire fait appel à des tiers pour l'exécution du contrat, il veille à ce que ceux-ci s'engagent également à respecter les principes susmentionnés.

Le mandataire s'assure en outre de n'avoir conclu aucun accord ou de n'avoir pris aucune mesure susceptible de restreindre la concurrence. Il s'engage, en ne proposant ou en n'acceptant ni récompense ni avantage, à prendre toutes les mesures requises pour éviter la corruption.

En cas de non-respect des obligations susmentionnées, le mandataire doit payer au mandant pour chaque infraction une peine conventionnelle de 10,00% du montant du mandat, TVA non comprise, mais de CHF 3'000.00 au minimum et de CHF 100'000.00 au maximum.

Le mandataire prend connaissance du fait que la violation de cette clause entraîne généralement l'annulation de l'adjudication et la résiliation prématurée du contrat par le maître de l'ouvrage pour de justes motifs.

10 Accords spéciaux

10.1 Dérogation aux conditions générales

Les articles 5, 12 et 16 des conditions générales des contrats de mandataires de la KBOB sont exclus.

10.2 Autres accords spéciaux

10.2.1 Le mandataire s'engage à respecter et à appliquer l'identité visuelle de la Confédération.

10.2.2 Un accord écrit du mandant est nécessaire pour le cas où le mandataire souhaite exploiter leur relation contractuelle pour sa publicité ou la mentionner dans une publication.

10.2.3 L'ensemble des droits de propriété intellectuelle résultant de l'exécution du contrat (exécution de la prestation) appartiennent au mandant. Le mandataire s'engage à faire face à toutes les demandes de tiers concernant une violation de droits de propriété intellectuelle, et à prendre à sa charge tous les frais résultant d'une telle violation, y compris les éventuels dommages et intérêts.

11 Droit de regard (selon Art. 5 OMP)

La disposition suivante fait partie intégrante du contrat dans le cas où une seule offre valable aurait été présentée à l'occasion d'un appel d'offre et que la valeur du marché atteint ou dépasse un million de francs :

Pour évaluer les prix du présent contrat et de toute commande subséquente (avenants ou contrats similaires), le mandataire accorde à la Confédération suisse, sur demande, un droit de regard sur le calcul prévisionnel des prix (y compris tout ajustement de prix / prix formules) relatif à ce contrat et à toute commande subséquente ou similaire et fournit gratuitement tous les documents et informations nécessaires. En plus il fournit, sur demande, les résultats du calcul rétrospectif de l'achat à la base du présent contrat ou d'autres achats similaires. La vérification du calcul rétrospectif ne peut pas conduire à une modification des prix du présent contrat.

11.1 Principe

La vérification du prix repose sur la comptabilité financière et la comptabilité d'exploitation du mandataire ainsi que sur le calcul prévisionnel et/ou le calcul rétrospectif du prix du contrat fondés sur ces dernières. Le calcul indique les coûts de revient, présentés sous la forme usuelle dans la branche, ainsi que les suppléments pour risques et le bénéfice.

11.2 Réduction de prix consécutive à la vérification

Si la vérification du prix révèle que le prix convenu dans le contrat est trop élevé, on procédera à une adaptation vers le bas par un avenant au contrat.

La vérification du prix ne peut en aucun cas aboutir à une hausse de ce dernier.

11.3 Devoir d'information

Le mandataire est tenu d'informer le mandant par écrit six mois à l'avance de son intention de cesser de conserver les documents contenant le(s) calcul(s) ou les documents afférents à ce(s) dernier(s).

11.4 Exécution de la vérification du prix

La vérification du prix est exécutée par l'inspectorat des finances/le service de révision interne compétent et/ou le Contrôle Fédéral des Finances (ci-après le service de vérification).

Si le soumissionnaire est étranger, le service de vérification suisse peut charger le service de vérification étranger compétent de la vérification du prix ou l'associer à la vérification. Le service de vérification fixe la date de la vérification avec le mandataire. Les vérifications de prix, les renseignements et les documents doivent être traités de manière confidentielle.

Le résultat de la vérification et les informations nécessaires à sa compréhension sont communiqués par le service de vérification à la direction du mandant au moyen d'un document confidentiel.

11.5 Sous-traitants fournissant une part importante des prestations

Le mandataire s'engage à garantir le même droit de regard en faveur de la Confédération suisse dans les contrats conclus avec les sous-traitants fournissant une part importante des prestations.

Le mandataire est exonéré de cette obligation s'il peut prouver que ses acquisitions auprès du sous-traitant sont réalisées dans des conditions de concurrence et sont économiquement avantageuses.

Si la vérification du prix effectuée auprès d'un sous-traitant conduit à une réduction de prix, le mandataire est tenu de répercuter cette dernière, y compris les suppléments sur le prix convenu avec le mandant, quels que soient ses frais ou ses bénéfices.

Le mandataire s'engage de communiquer au mandant les noms des sous-traitants fournissant une part importante des prestations avant de conclure les contrats avec ces derniers.

12 Entrée en vigueur

Le présent contrat entre en vigueur au moment de sa signature par les parties.

13 Modifications du contrat

Pour être valables, les modifications ou compléments apportés au présent document ou aux autres éléments du contrat doivent faire l'objet d'un accord écrit entre les parties. Cela vaut également pour la suppression de cette règle.

Si une disposition du présent contrat comporte des lacunes, est sans effet juridique ou est inapplicable pour d'autres raisons, cela n'affecte pas la validité des autres dispositions du contrat. Dans un tel cas, les parties conviennent d'une disposition de substitution valable qui, d'un point de vue économique, se rapproche le plus possible de la disposition qu'elle remplace.

14 Droit applicable et for

Seul le droit suisse s'applique au présent contrat. Les dispositions de la Convention des Nations unies du 11 avril 1980 sur les contrats de vente internationale de marchandises (Convention de Vienne, RS 0.221.211.1) sont expressément exclues.

En cas de litige découlant du présent contrat, le for se situe à Berne.

15 Expédition

Le présent contrat est établi en 2 exemplaires de même teneur.

Le mandataire et le mandant en reçoivent chacun 1 exemplaire signé.

16 Signatures

Estavayer-le-Lac, le

Office fédéral des routes

Signature

Signature

Lieu et date:

Prénom et nom:

Fonction:

(en lettres capitales)

Annexe(s)

Page de garde facture (sera établie à la conclusion du contrat)

Matrice des coûts (sera établie à la conclusion du contrat)